

CAMPAGNE ÉLECTORALE FÉDÉRALE 2019

QUELS SONT LES ENJEUX des agricultrices?

JEANNINE MESSIER, PRÉSIDENTE
AGRICULTRICES DU QUÉBEC

Au cours des prochaines semaines, la campagne électorale fédérale en vue du scrutin du 21 octobre va battre son plein. Les Agricultrices du Québec (AQ) comptent bien profiter de cette tribune pour sensibiliser les principaux partis politiques aux enjeux touchant particulièrement les femmes, avec en tête de liste la marche vers l'autonomie économique des agricultrices.

Cette autonomisation économique combine deux concepts : le renforcement du pouvoir et l'avancement économique. Elle vise à aider les femmes à prendre leur place sur le marché entrepreneurial. Au Québec et au Canada, des inégalités persistent quant à l'avancement des femmes dans le secteur agricole et des mesures doivent être mises en place afin de leur offrir les mêmes possibilités que les hommes.

TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ ET ACCÈS AU FINANCEMENT

En 2008, une étude du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) intitulée *Les Agricultrices, qui sont-elles?* estimait à 11 230 le nombre de femmes qui consacrent des heures de travail à l'entreprise de leur conjoint sans en être propriétaires. Ces femmes réalisent l'équivalent de 108 M\$ par année de travail non rémunéré au sein des entreprises agricoles. De plus, à travail égal, les agricultrices gagnent en moyenne 79 % du salaire de leurs homologues.

En 2016, les femmes comptaient pour 27 % de l'ensemble des propriétaires et copropriétaires d'entreprises agricoles au Québec, soit près de 11 000 agricultrices. Cependant, on constate encore aujourd'hui que les entreprises détenues par des femmes ont plus de difficulté à avoir accès aux capitaux. Selon des données récentes, les femmes entrepreneures ont moins tendance à chercher du financement sous forme d'emprunts et de capitaux propres, et sont plus susceptibles d'être rejetées ou de recevoir moins d'argent lorsqu'elles font des démarches en ce sens.

Pour pallier ces problèmes, le gouvernement Trudeau a donc lancé en 2019 le prêt Femme entrepreneure, un programme de financement s'adressant spécifiquement aux femmes pour les aider à démarrer et à faire



croître leur entreprise. Bien que certains éléments du programme puissent s'avérer intéressants, force est de constater qu'il répond très peu aux besoins financiers des entrepreneurs agricoles et n'agira certainement pas comme un levier économique fort permettant la croissance et le développement des entreprises québécoises.

Pour les AQ, il est primordial que le prochain gouvernement travaille à améliorer la situation des agricultrices, notamment par l'entremise de crédits d'impôt pour décourager le travail non rémunéré ainsi que de programmes de financement adaptés à la situation et aux besoins des femmes entrepreneures agricoles.

PARITÉ DES PARTIS POLITIQUES ET DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Les AQ appuient le Groupe Femmes, Politique et Démocratie et sont partenaires de leur démarche visant l'atteinte de la parité femmes-hommes à l'Assemblée nationale.

Si les femmes sont sous-représentées en politique et dans les postes de pouvoir, ce n'est pas parce qu'elles ne s'y intéressent pas, mais bien parce que des obstacles systémiques freinent leur accès à ces sphères décisionnelles. Du côté agricole, les femmes ne représentent que 12 % des élus de l'Union des producteurs agricoles (UPA). Les AQ travaillent activement à sensibiliser les instances du monde agricole à l'importance de la mixité au sein de leurs comités exécutifs et conseils d'administration. Nous croyons que pour dynamiser cette transition, le gouvernement du Canada doit agir à titre de leader et de modèle en proposant des solutions concrètes afin de favoriser l'accès aux femmes dans les postes de décision au sein de son gouvernement et auprès des conseils d'administration canadiens.

Dans ce contexte, les AQ demandent à ce qu'une loi soit établie afin d'assurer la parité au sein du gouvernement du Canada et des organisations canadiennes. ✘